Non, la Grèce n'a pas reçu l'aide à la Grèce...

Romaric Godin

04/05/2016, 17:49

Le *Handelsblatt* est le journal de référence du milieu des affaires outre-Rhin. A ce titre, et comme l'essentiel de la presse conservatrice allemande, il a régulièrement eu la dent dure contre la Grèce, accusée de refuser les « réformes nécessaires » et de réclamer sans cesse de nouveaux fonds à l'honnête et travailleur contribuable allemand. Mais en une, ce mercredi 4 mai, le journal a affiché une « exclusivité ». Une étude inédite nous dit-on de l'ESMT, une école de gestion de Berlin, qui parvient à cette conclusion : 95 % de la supposée « aide » à la Grèce est retournée aux banques et aux créanciers du pays méditerranéen.

Pas nouveau

Le « budget grec » qui a été accusé de ruiner tous les Européens n'en a récupéré que 5 %. On connaît le prix de ces 5 %... Une réduction d'un quart du PIB, une administration réduite d'un tiers, un Etat encore plus défaillant qu'auparavant et aucune perspective de reprise véritable. Cette « exclusivité » du *Handelsblatt* n'en est évidemment pas une. Ces chiffres étaient connus et avaient été publiés dès décembre 2014 par l'excellent site grec Macropolis, qui en avait donné le détail. L'argument avait été avancé régulièrement par les responsables du premier gouvernement Tsipras durant les négociations avec les créanciers au premier semestre 2015 : il justifiait une remise à plat totale de la politique européenne en Grèce. Mais, alors, on riait de ces chiffres avancés par le « gouvernement d'extrême-gauche » grec qui n'avait d'autre ambition, disait-on, que de ruiner le contribuable européen pour continuer les habituelles turpitudes helléniques...

Retournement des « experts »

Étrangement, voici donc que, un an après, les arguments alors inaudibles des autorités grecques deviennent « respectables ». Certes, la *Handelsblatt* a besoin pour s'en convaincre d'une étude *allemande*, ce qui prouve une nouvelle fois l'autarcie intellectuelle du monde économique outre-Rhin, mais voilà que, ces derniers jours, on entend de plus en plus des appels à la restructuration de la dette grecque. Rappelons que voici un an, on faisait des divisions simplistes de l'engagement de la France vis-à-vis de la Grèce par le nombre de Français pour annoncer le « chèque » qu'il nous faudrait rédiger en cas de défaut hellénique... Autre temps, autre mœurs. Mais ce contraste prouve une nouvelle fois que l'acharnement médiatique et l'asphyxie des créanciers qui ont visé l'an dernier le gouvernement Tsipras I n'était rien d'autre que politique. Il fallait faire taire une force politique qui mettait à jour l'ineptie de la politique européenne envers la Grèce. Ce fut fait le 13 juillet 2015. Dès lors, les « experts » peuvent changer de camp comme à leur habitude et la « raison » devient la folie d'antan...

Tirer les conséquences

Mais il ne faut pas se contenter du chiffre mis en avant par le *Handelsblatt*. Il faut en comprendre les conséquences. Ce chiffre signifie que les prêts accordés à la Grèce en 2010 ne visaient qu'à sauver les banques françaises et allemandes. Le coût de cette aide bancaire cachée à été transmise aux contribuables européens et au peuple grec. Ce fait n'est pas un jugement du ciel ou un coup du sort, c'est le fruit d'un choix politique. Voici un an, on a appris que le FMI avait travaillé sur un défaut grec en 2010. Ce défaut n'aurait pas évité l'austérité en Grèce, mais il aurait évité la construction d'un schéma de Ponzi immense qui a fait plonger le pays dans un cercle diabolique. Le responsable du FMI d'alors, Dominique Strauss-Kahn aurait alors refusé d'évoquer ce plan, devant l'ampleur du coût pour les banques. Le choix politique fait alors consistait à donner du temps aux banques et à reporter à plus tard le coût pour les contribuables européens. Le tout avec l'aide de la BCE qui, par le programme SMP de 2010 et

2011 a racheté à bon prix cette date grecque aux banques... Les seuls qui ont payé, ce sont les Grecs. Et là encore, il s'est agi d'un choix politique.

Le mythe du Grec responsable

Dès lors, pour dissimuler l'absurdité du système mis en place, les dirigeants européens ont trouvé la parade : ce schéma de Ponzi qui ajoutait de la dette pour rembourser la dette était viable si les Grecs « faisaient des réformes ». Un mythe s'est alors construit : l'échec du système était dû à la mauvaise volonté grecque. En réalité, il était fondé sur l'absurdité d'un système qui faisait porter tout le poids du sauvetage des banques européennes aux Grecs eux-mêmes en leur fixant des objectifs absurdes, comme ce fameux excédent primaire de 3 % du PIB auquel est encore attaché l'Eurogroupe. Les dirigeants européens ont donc pu transmettre aux Grecs la responsabilité de leur crime. La victime est devenue coupable.

Pourquoi il fallait faire taire Alexis Tsipras

Après l'arrivée d'Alexis Tsipras au pouvoir en janvier 2015, cette logique s'est déchaînée. On a refusé de discuter du fond pour réclamer des garanties toujours plus lourdes aux Grecs pour les obliger à devoir choisir entre le maintien dans la zone euro ou une nouvelle cure d'austérité. On en est toujours à ce point et l'on demande maintenant aux Grecs des « réformes automatiques » pour s'assurer des respects des engagements. On comprend pourquoi il fallait faire taire alors le gouvernement grec en le cachant derrière des monceaux de calomnies et de délits d'intention. Si l'on reconnaissait la justesse du vote du peuple grec et des arguments de Syriza, on reconnaissait l'erreur originelle des Européens et principalement d'Angela Merkel, Wolfgang Schäuble et Jean-Claude Trichet, les principaux architectes du « plan d'aide. »

Assumer ses responsabilités

Or, cette responsabilité n'est pas que morale. La stratégie de sauvetage des banques au détriment des Grecs a des conséquences bien concrètes. Elle met les pays européens qui ont fait ce choix, autrement dit, tous ceux de la zone euro, face à la nécessité d'assumer leurs erreurs et donc de faire participer leurs contribuables à ce schéma de Ponzi créé pour sauver *leurs* banques. Assumer sa responsabilité, c'est logiquement accepter une réduction du stock de dette envers la Grèce. C'est le prix des erreurs des dirigeants élus par les peuples de la zone euro. C'est aussi, enfin, chercher à mettre en place une politique de reconstruction réelle de l'économie grecque, en collaboration et non en conflit, avec les autorités grecques. On est loin de tout cela.

Populisme ?

Le réveil du *Handelsblatt* est bienvenu. Mais la réalité reste sombre : l'Eurogroupe tente encore de mettre à genoux l'économie grecque. L'Allemagne et la France refusent d'assumer leurs responsabilités et de réduire la dette grecque. Les dirigeants de ces pays qui, longtemps, ont accusé les Grecs de populisme et de manque de sérieux révèlent alors leurs vrais visages : celui du refus d'accepter leurs fautes devant leurs peuples. C'est sans doute cela le populisme le plus préoccupant, celui qui consiste à faire croire que les trois plans de sauvetage seront soutenables et indolores pour les populations, celui de faire d'un peuple européen un bouc émissaire, celui enfin de jouer l'avenir de l'Europe pour leur propre popularité. La direction de la zone euro sur ce dossier grec demeure la plus absurde. Et les chiffres du *Handelsblatt* risquent de n'y rien changer lorsque l'on songe que, l'an dernier, la presse allemande conservatrice s'est complu dans les clichés les plus désolants sur les Grecs. Décidément, la question grecque est loin d'être résolue.